

**RAPPORT N° 2025/5-15
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 septembre 2025**

OBJET :

PROJET BAOBAB- REALISATION D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE (TCSP) DE TYPE BUS A HAUT NVEAU DE SERVICE (BHNS) SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR.

ATTRIBUTION DES MARCHES POUR LES MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE VRD : LOT 1,2 ET 3.

Les études préliminaires du programme BAOBAB sont achevées. La conception technique du projet doit donc débiter. Une consultation a été lancée le 23 juin 2025 pour les 3 lots de maitrise d'œuvre pour la conception des infrastructures et des VRD sur le tracé du programme BAOBAB, découpé par séquence ou section appelées Projets ou Unités Fonctionnelles UF.

Le Projet 1 ou UF1 correspond à la section- Entrée Nord-Ouest de Saint Denis – Secteur LAMBERT. Le marché de maitrise d'œuvre afférent à cette section a été différé, dans l'attente d'études préalables de faisabilité environnementale.

Le projet 2 ou UF2 correspond à la section – Entrée Sud-Ouest de Saint Denis – Secteur BERTIN. La procédure de passation du marché de maitrise d'œuvre a été retenue dans la délibération du Conseil Communautaire N° 2025/DMOB/2-32 du 10 Avril 2025. Il s'agit d'une procédure négociée avec mise en concurrence préalable, qui permet de lancer un appel à candidatures. A l'issue de la procédure de sélection, 4 candidats seront retenus pour présenter une offre.

Le projet 3 ou UF3 correspond à la section Centre-Ville Saint Denis, entre la Rue de la Source et le PEM du Chaudron. Il s'agit du LOT N°1 de VRD/Infrastructures du présent marché pour lequel les membres du bureau communautaire doivent délibérer.

Le projet 4 ou UF4 correspond à la section située entre le Chaudron et Duparc à Sainte Marie. Il s'agit du LOT N°2 de VRD/Infrastructures du présent marché pour lequel les membres du bureau communautaire doivent délibérer.

Le projet 5 ou UF5 correspond à la section située entre Duparc et Quartier Français à Sainte Suzanne. Il s'agit du LOT N°3 de VRD/Infrastructures du présent marché pour lequel les membres du bureau communautaire doivent délibérer.

La date limite de remise des offres suivant la procédure de consultation en Appel d'offres ouvert, a été fixée au :

- Jeudi 07 aout 2025 pour les lots 1 et 3.
- Mardi 19 aout 2025 pour le lot 2, à la suite d'une modification de programme.
- Procédure de consultation : Appel d'offres ouvert, selon article 33, 57 à 59 du code des marchés publics. Aucune négociation n'est admise.
- Type de marché : Prestation intellectuelle à prix global et forfaitaire.
- Décomposition en lots : Marché scindé en 3 lots distinctes :

• **LOT 1 : Maitrise d'œuvre VRD/INFRA du secteur Saint Denis, entre Rue de la Source et Mail du Chaudron**

Ouvrages principaux : TCSP rue de la source, Réaménagement Jardin de l'état / Rue de Paris, TCSP rue Felix Guyon et rue Sainte Anne, TCSP Bas de Maréchal Leclerc, PEM Aquanor et Parking Butor, Réhabilitation TCSP Tassigny jusqu'au Mail du Chaudron. Montant estimé 1 795 000€ HT

• **LOT 2 : Maitrise d'œuvre VRD/INFRA de la section Chaudron / Duparc**

Ouvrages principaux : TCSP Rue Roger Payet, TCSP RN102 entre Rue Roger Payet et Ravine du Chaudron, Ouvrage d'art Ravine du Chaudron et Bras Triolet, TCSP RN 102 Route de la Rivière des pluies, RN6 Boulevard Sud entre Giratoire du Cerf et Aéroport Roland Garros, TCSP sur boucle ZAA Lagourgue, PEM Duparc. Montant estimé 1 896 000 €

• **LOT 3 : Maitrise d'œuvre VRD/INFRA de la section Duparc Ste Marie à Quartier Français Sainte Suzanne**

Ouvrages principaux : TCSP Rue de la Pépinière. Passerelle franchissement Ravine La Marre, Amélioration des aménagements routiers secteur La Marre et Bois Madame, Centre-Ville Sainte Marie, Aménagements ponctuels routiers RN2002, Liaison PEM Bel Air, Station La Marine, PEM Quartier Français. Montant estimé 1 596 000 €

- Mode de dévolution : Le marché est scindé en 3 lots distincts.
- Durées : LOT 1 = 86 Mois, LOT 2 = 74 Mois, LOT 3 = 74 Mois
- Publicité : Niveau européen
- Avis de marché transmis pour publication le 20 juin 2025

La Commission d'Appel d'Offres du 10 septembre 2025 a décidé d'attribuer aux prestataires ayant présentés les offres économiquement les plus avantageuses :

Lots	Attributaire	Note Obtenue	Offre classée 2ième	Note du 2ième
1	INGEROP	83.93 / 100	OTEIS	82.50 / 100
2	EGIS Ville et transport	89.70 / 100	INGEROP	86.00 / 100
3	OTEIS	77.64 / 100	CREATEUR	76.50 / 100

Classement : Note Finale sur 100 = Note Prix comptant pour 35% + Note Technique comptant pour 45% + Note RSE comptant pour 20%

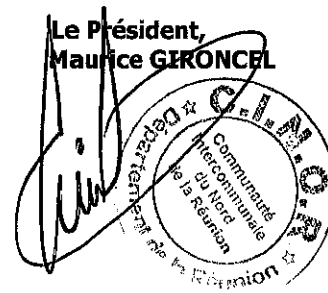
L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver les pièces constitutives des lots 1, 2 et 3.
- D'autoriser Monsieur le Président ou son délégataire à signer les marchés afférents, conformément à la décision d'attribution de la CAO.
- D'autoriser Monsieur le Président ou son délégataire, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres pour les montants figurant ci-avant sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-15-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**DECISION N° 2025/5-15
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025**

OBJET :

PROJET BAOBAB- REALISATION D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE (TCSP) DE TYPE BUS A HAUT NVEAU DE SERVICE (BHNS) SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR.

ATTRIBUTION DES MARCHES POUR LES MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE VRD : LOT 1,2 ET 3.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la CAO et des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-15 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-15-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives des lots 1, 2 et 3

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer les marchés afférents, conformément à la décision d'attribution de la CAO pour les montants suivants :

Lots	Attributaire	Note obtenue	Offre classée 2ième	Note du 2ième
1	INGEROP	83.93 / 100	OTEIS	82.50 / 100
2	EGIS Ville et transport	89.70 / 100	INGEROP	86.00 / 100
3	OTEIS	77.64 / 100	CREATEUR	76.50 / 100

ARTICLE 3

D'autoriser le Président, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres pour les montants figurant ci-avant sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-15-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025